

Jeux Olympiques et bien-être : un effet de courte durée

Article original : Paul Dolan, Georgios Kavetsos, Christian Krekel, Dimitris Mavridis, Robert Metcalfe, Claudia Senik, Stefan Szymanski et Nicolas R. Ziebarth, « The Host with the Most? The Effects of the Olympic Games on Happiness », CEP Discussion Paper No 1441, Juillet 2016

Adaptation : Claudia Senik et Mathieu Perona

Sur le plan financier, il semble établi qu'organiser les Jeux Olympiques est une opération perdante : effets induits sur l'investissement faibles, les spectateurs remplacent chassent des touristes qui seraient venus de toutes manières, et le coût final est la plupart du temps très au-delà du coût prévu. L'argumentaire des organisateurs met donc en avant des *bénéfices intangibles*, faisant des JO une source d'inspiration et d'enthousiasme.

Une nouvelle étude contribue à l'évaluation de cet argument comparant le bien-être déclaré par les habitants de Londres (ville organisatrice), Paris (ville candidate) et Berlin lors des étés 2011, 2012 – année des Jeux – et 2013.

De fait, les Londoniens déclarent être plus heureux et plus satisfaits de leur vie que les Parisiens et les Berlinoises. De manière frappante, cet écart décolle à la date de la cérémonie d'ouverture des Jeux, et se résorbe après la fermeture. À profil comparable (âge, diplôme, revenu, etc.), les Londoniens affichent ainsi une satisfaction de vie pendant les Jeux en hausse, hausse qui correspondrait à une augmentation de leur revenus de 1%. Cette augmentation ne dépend pas de l'âge ou du sexe des répondants, mais augmente avec le niveau de revenu.

Cet effet est cependant de courte durée. L'écart se referme en quelques semaines, et on voit apparaître dans l'évaluation du sentiment du sens de la vie un effet négatif, sorte de gueule de bois après la grande fête des JO. Et à moyen terme ? En 2013, l'effet des Jeux semble s'être complètement estompé, les Londoniens revenant peu ou prou à leurs niveaux de bien-être de 2011. Seul demeure en 2013 un sentiment plus fort de fierté nationale chez les Londoniens.

Ce motif de fierté nationale est-il le signe que ce sont les très bonnes performances de la délégation

d'athlètes britanniques qui expliquent l'augmentation du bien-être pendant les Jeux ? Probablement pas : le nombre de médailles obtenues par chaque équipe nationale, ne semble pas affecter les réponses, que ce soit à Londres, à Paris ou à Berlin.

Que dire alors du retour sur investissement ? Pour obtenir une hausse identique du bien-être subjectif des Londoniens (de 1%), il faudrait accroître leur revenu annuel de 1,4 milliards de livres, soit 58% du budget initial et 12% des coûts effectifs de l'organisation des Jeux. Si on transpose ce calcul aux données de l'Île-de-France, cela correspond à un transfert de 2,9 milliards d'euros, à comparer au budget *prévisionnel* pour Paris 2024, de 6,6 milliards d'euros.

Du point de vue de la ville, les auteurs de l'article en concluent donc que, dans le cas de Londres 2012, les Jeux n'en valaient probablement pas la coûteuse chandelle, faute d'effets immédiats suffisamment puissants ou d'effets de long terme significatifs.

Ce constat ne signifie cependant pas qu'il faut en finir purement et simplement avec les Jeux. L'effet symbolique et hédonique des Jeux olympiques ne peut sans doute pas être réduit aux limites des habitants de Londres, Paris ou Berlin. De plus, ni la métrique financière ni celles du bien-être n'épuisent totalement les conséquences de cet événement, en particulier son rôle emblématique de compétition pacifique entre les nations, exposant les spectateurs à la diversité des peuples de la planète.

Dans ce cas, l'accumulation d'indices d'un faible retour pour investissement pour la ville organisatrice pourrait conduire à une refonte du mode de financement des Jeux, plus en accord avec un statut de bien public mondial.

Le CEPREMAP est né en 1967 de la fusion de deux centres, le CEPREL et le CERMAP, pour éclairer la planification française grâce à la recherche économique.

Le CEPREMAP est, depuis le 1er janvier 2005, le Centre Pour la Recherche EconoMique et ses APplications. Il est placé sous la tutelle du Ministère de la Recherche. La mission prévue dans ses statuts est d'assurer une interface entre le monde académique et les administrations économiques.

Il est à la fois une agence de valorisation de la recherche économique auprès des décideurs, et une agence de financement de projets dont les enjeux pour la décision publique sont reconnus comme prioritaires.

<http://www.cepremap.fr>

Observatoire du Bien-être

L'Observatoire du bien-être au CEPREMAP soutient la recherche sur le bien-être en France et dans le monde. Il réunit des chercheurs de différentes institutions appliquant des méthodes quantitatives rigoureuses et des techniques novatrices. Les chercheurs affiliés à l'Observatoire travaillent sur divers sujets, comme des questions de recherche fondamentales telles que la relation entre éducation, santé et bien-être, l'impact des relations avec les pairs sur le bien-être, la relation entre le bien-être et des variables cycliques tels que l'emploi et la croissance et enfin l'évolution du bien-être au cours de la vie. Un rôle important de l'Observatoire est de développer notre compréhension du bien-être en France: son évolution au fil du temps, sa relation avec le cycle économique, les écarts en terme de bien-être entre différents groupes de population ou régions, et enfin la relation entre politiques publiques et bien-être.

<http://www.cepremap.fr/observatoire-bien-etre>

<https://twitter.com/ObsBienEtre>

Directeur de publication

Mathieu Perona

Comité scientifique

Claudia Senik

Yann Algan

Andrew Clark

Observatoire du Bien-être du CEPREMAP

48 Boulevard Jourdan

75014 Paris – France

+33(0)1 80 52 13 61